

**JE M'ENGAGE  
POUR SERVIR  
LA NATION**

**PRÉSIDENTIELLES 2020**

**Dr MAKALÉ TRAORÉ  
PRÉSIDENTE**



**L'ALTERNATIVE CREDIBLE  
POUR UNE NOUVELLE GUINEE,  
JUSTE ET APAISEE**

**CHERES CONCITOYENNES, CHERS CONCITOYENS,**

**VOICI MON CONTRAT AVEC LA NATION.**

**PROGRAMME DE GOUVERNANCE**

**DU**

**PARTI DE L'ACTION CITOYENNE**

**PAR LE TRAVAIL**

**P.A.C.T**

## **Sommaire :**

- I. MES ENGAGEMENTS POUR L'INCLUSION SOCIALE, ECONOMIQUE ET FINANCIERE, P6**
- II. MES ENGAGEMENTS POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE, P10**
- III. MES ENGAGEMENTS POUR LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE ET L'ETAT DE DROIT, P10**
- IV. MES ENGAGEMENTS POUR LA QUALIFICATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, P11**
- V. MES ENGAGEMENTS QUANT AUX FONDAMENTAUX ECONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT, P12**
- VI. MES ENGAGEMENTS POUR LA REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE, P16**
- VII. MES ENGAGEMENTS POUR LA STABILITÉ, LA SÉCURITÉ ET L'INTÉGRATION AFRICAINE, P16**
- VIII. MES ENGAGEMENTS POUR LA DEFENSE ET LE MAINTIEN DE LA PAIX, P17**
- IX. MES ENGAGEMENTS POUR LES AFFAIRES ETRANGERES ET LA DIPLOMATIE, P18**
- X. MES ENGAGEMENTS POUR UNE POLITIQUE DE LA DIASPORA, P18**

## **CHERES CONCITOYENNES, CHERS CONCITOYENS,**

Rendons grâce à Dieu et permettez-moi d'avoir une pensée très forte pour mes parents qui m'ont donné la vie, qui m'ont appris la vie et ses valeurs cardinales. Je tiens d'eux que l'être humain est au-dessus de tout et que sa vie est sacrée.

Ils ne sont plus de ce monde, j'implore leur protection de là où ils sont pour qu'ils continuent à veiller sur moi dans cette mission que venez de me confier et que j'accepte avec humilité.

Je voudrais vous remercier, tous et toutes en vos titres grades et qualités et vous dire combien je suis heureuse de vous soumettre mon programme de gouvernance au moment où je suis investie par mon Parti pour être candidate aux élections présidentielles de 2020 dans mon pays.

Merci aux responsables et citoyens du Parti de l'Action Citoyenne par le Travail PACT, à mes collègues de tous les jours, à mon personnel, à mes amis fidèles, mes frères, mes sœurs, mes enfants, mes petits-enfants et à mon très cher époux.

## **CHERES CONCITOYENNES, CHERS CONCITOYENS**

J'ai eu la chance d'être née guinéenne il ya 59 ans à Dakar, commencé ma scolarité à Kankan, puis Pita, Mamou, Fria, Conakry, Guékédou, Pita une deuxième fois, Conakry, Lomé, la France et retour en Guinée en 1995.

Depuis cette date, J'ai sillonné la Guinée, vécue chez l'habitant, partagé son repas, son quotidien. Je pu voir l'extrême pauvreté de nos populations, résignées et dignes.

J'ai vu les femmes dédiées aux pires corvées des tâches ménagères, des travaux champêtres, des conditions inhumaines de procréation, des souffrances, des humiliations et des violences de toutes sortes vécues en silence;

J'ai fréquenté le milieu de l'éducation en ayant enseigné gratuitement 10 ans dans nos universités. J'ai pu me rendre compte de la bravoure de nos enseignants dans un dénouement total qui a fini par en déshumaniser certains malgré eux. De nos jours, ils ne sont ni respectés, ni écoutés, ni reconnus pour le service rendu à la nation;

J'ai également observé l'abandon de nos villages, nos terroirs, nos valeurs culturelles au profit de zones urbaines, fautes d'infrastructures et de services sociaux de base. La souffrance des hommes, des femmes et des jeunes qui y vivent est incommensurable;

Dans nos villes, des familles sont installées dans des quartiers précaires, inquiètes à l'approche de l'hivernage. Elles subsistent et vivent dans la plus grande crainte de tomber malade et de ne pas pouvoir se soigner.

Notre jeunesse, souvent sans qualification ou diplômée sans emploi, est frappée par un chômage massif. Elle végète dans un désespoir en écumant les cafés. Elle affronte la mer au risque de sa vie et se sent de moins en moins appartenir à notre nation.

Je pourrais continuer et citer le corps médical, le secteur privé, les fonctionnaires, les institutions, la gouvernance à tous les niveaux....

## CHERES CONCITOYENNES, CHERS CONCITOYENS,

La Guinée, notre patrie va mal. La mauvaise gouvernance et les injustices sociales sont les principales menaces à la cohésion sociale et la paix dans notre pays.

Les manifestations récurrentes dues au manque de justice, des infrastructures et services sociaux de base, la pauvreté extrême de nos populations montrent qu'à tout moment, le pays peut basculer dans la violence et ses conséquences innombrables dont la Guinée a déjà payé un lourd tribut avec des morts, des blessés, des souffrances inqualifiables.

La croissance ou l'augmentation de la production ne provoque pas nécessairement le développement. Notre pays et bien d'autres qui connaissant depuis des décennies une croissance parfois à deux chiffres en sont l'illustration parfaite. Elle demeure pour beaucoup l'unique boussole des politiques proposées pour améliorer le niveau de vie des populations. Les crises sociopolitiques répétitives démontrent que ces croissances sont des trompe-l'œil.

Notre conception du développement économique est en nette rupture avec ces politiques qui favorisent l'absence de développement, la montée des inégalités et la diminution du pouvoir d'achat des populations.

Nous sommes réfractaires à la macroéconomie qui est bâtie sur la toute-puissance de l'argent et fondée sur l'attribution des privilèges. Pour nous, c'est la microéconomie qui génère une prise en compte de l'être humain, ses besoins essentiels fondés sur les droits et les préoccupations des populations.

C'est pourquoi, notre politique économique vise le cœur du développement par la distribution et la répartition de la richesse au bénéfice de tous les acteurs.

Notre Politique du développement sera ainsi basée sur nos potentialités humaines et naturelles avec des innovations en matière de financement et d'accompagnement des divers acteurs et structures de production (exploitations agricoles, artisanat, tourisme, culture, transport, petites et moyennes entreprises, petites et moyennes industries, etc.) dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire pourvoyeurs d'emplois et facteurs de réduction de la pauvreté.

## CHERES CONCITOYENNES, CHERS CONCITOYENS

Les faibles revenus d'une personne ne peuvent lui permettre de subvenir aux besoins essentiels de sa famille, à fortiori de sa communauté à moins qu'elle ne se serve dans les caisses de l'Etat ou ne commette des forfaitures. Malheureusement, depuis trop longtemps, ces questions sont restées sans réponse de l'Etat ou laissées à la seule charge des familles et des communautés.

L'Etat a toujours fonctionné en marge des préoccupations des populations en estimant qu'il suffit de saupoudrer des miettes à l'occasion des élections pour faire passer la pilule. Pour l'Etat et ses structures, il s'agit souvent là d'un coût ou d'une dépense inutile alors qu'il s'agit de l'essence même de tout développement : **la protection et le bien-être des populations.**

Aujourd'hui, les solidarités familiales et communautaires sont à bout de souffle tant en milieu rural qu'urbain. La société civile est épuisée, la pauvreté a inhibé nos énergies, la démagogie et

l'ethnocentrisme ont mis à rude épreuve notre solidarité, notre unité nationale, notre empathie, notre humanisme.

Les guinéens en sont arrivés à penser une chose et défendre publiquement le contraire par tous les moyens y compris en sacrifiant la paix, la justice, nos valeurs et la vie d'autres guinéens.

Dans cette escalade, quatre groupes ressentent particulièrement les effets de cette situation. Ce sont les jeunes, les femmes, le secteur privé et le monde rural :

- Les jeunes, frappés par un chômage massif dans l'indifférence totale des gouvernants. Ma conviction profonde est que notre jeunesse est l'atout de notre présent avant d'être celui de notre futur. La jeunesse n'est pas l'avenir mais le présent d'une nation. Elle a le droit de se réaliser pour elle-même, pour les parents et pour la nation toute entière qui ne peut relever le défi du développement durable qu'à travers elle. J'ai la détermination d'amorcer des avancées concrètes, durables au-delà de toute appartenance politique, ethnique, confessionnelle et sociale. Car, si l'on ne conçoit pas le présent de notre développement avec nos 70% de jeunes, nous avons tout faux...
- Les femmes, quant à elles, sont majoritaires en Guinée. Pourtant, souvent les politiques de promotion des femmes et filles se résument aux déclarations de principes et aux effets d'annonces. Les femmes sont soumises aux pires corvées et subissent les pires violences au quotidien. Elles ont toutes les peines à trouver les ressources pour une simple subsistance. Elles et leurs filles sont menacées dans leur santé. Elles sont discriminées dans l'accès aux opportunités économiques et politiques. Une vulnérabilité qui les expose à une instrumentalisation politique au détriment de leurs propres enfants, leur nation dont elles ont porté dignement le flambeau depuis la nuit des temps.
- Le secteur privé est abandonné alors qu'il constitue un levier indispensable au développement durable et pour la création d'emplois. Ce secteur est devenu le meilleur instrument au service de nos commis de l'Etat pour piller les ressources du pays au détriment de la nation entière. L'Etat et ses agents sont devenus presque tous des entrepreneurs qui sont à la fois promoteurs et adjudicataires des marchés publics. Les appels d'offres ne sont plus que des instruments de surfacturations et de détournement des deniers publics. Au final, en Guinée, le secteur privé est mal pensé, mal perçu, mal traité, mal utilisé dans un système dit libéral. Il devient impératif de sortir de ce cycle dangereux pour la stabilité de notre pays.
- Le monde rural est abandonné. Le fossé entre les zones rurales et urbaines accentue la souffrance des hommes, des femmes et des jeunes qui y vivent en raison de l'insécurité sur le statut de la terre, leur principale source de revenus, mais aussi à cause de la faiblesse des investissements dans les infrastructures de base pour accéder à l'éducation, l'eau, l'énergie, la santé et les transports. Nous venons tous de ces terroirs mais nous assistons à leur dégradation voire déshumanisation au fil des ans. C'est toute notre culture qui se détruit à petit feu et qui mérite notre engagement volontariste.

**C'est pourquoi, au nom du Parti de l'Action Citoyenne par le Travail (P.A.C.T), Je m'engage à rassembler les guinéens, tous les guinéens sans distinction d'appartenance politique, ethnique, religieuse et sociale. Je m'y engage par:**

- Un Programme Présidentiel pour l'inclusion sociale, économique et financière;
- Une meilleure gouvernance fondée sur le respect de la loi;
- Un Programme de réforme de l'Education;
- Un développement équilibré de nos régions;
- La construction de véritables relations apaisées avec les pays voisins.

## I MES ENGAGEMENTS POUR L'INCLUSION SOCIALE, ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Dès ma prise de fonction, **75%** du budget 2021 seront consacrés aux secteurs sociaux dont 15% à l'éducation, 30% aux mesures d'inclusion sociale, économique, financière et 30% au développement de nos régions, soit un total de **15.750 milliards** de francs guinéens. Une Loi de Finance Rectificative sera exceptionnellement votée à cet effet.

Pour la mise en œuvre un vaste Programme Présidentiel pour l'inclusion sociale, économique et financière sera immédiatement mis en place à travers une **Caisse Nationale pour l'Egalité de Chance (CNEC), un Fonds de Développement Régional (FDR) et un Programme de Réforme de l'Education pour un coût total de 20.120 milliards de FG la première année.** Le dispositif sera garanti à long terme par des prélèvements dans les activités à forte rentabilité que sont les télécommunications, les industries extractives, transactions financières et le patrimoine bâti.

### 1) Création d'une Caisse Nationale pour l'Egalité de Chance (CNEC)

Cette structure aura en charge la gestion de plusieurs fonds et programmes. Elle sera doté de **30%** soit **6.300 milliards** de francs guinéens du budget national auxquels vont s'ajouter **1870 milliards** d'économie sur le train de vie de l'Etat et **2.500 milliards** de réduction des dépenses communes du budget national. Soit un total de **10.670 milliards** de francs guinéens d'investissement pour réduire les inégalités en Guinée.

1. **Le Fonds Emplois Jeunes Communaux et Communautaires (FEJCC)** sera doté de **1.800 milliards** par an pour créer **100.000** emplois communaux et communautaires par an et pendant 5 ans. Un budget quinquennal de **9.000 milliards** d'investissement sur l'emploi des jeunes pour créer **500.000** emplois communaux et communautaires sur 5 ans. Notre volonté est de créer une fonction publique locale pour une culture de la proximité entre les services de l'Etat et les citoyens. Cela se fera avec une réforme de l'organisation territoriale en phase avec la démographie de nos communes et localités pour une meilleure coordination entre l'administration du territoire, la décentralisation et le ministère de la fonction publique. L'identification des postes d'emplois sera faite en collaboration avec les localités et la prise en charge sera assurée par le budget de l'Etat.
2. **Un Fonds Prioritaires Entrepreneurs Jeunes (FONPEJ)** doté d'un montant de **3.000 milliards** par an et pendant 5 ans. Il servira à la mise en place d'un programme d'appui au montage de projets innovants, des inventions et d'accompagnement des Jeunes entrepreneurs pour **2.000 milliards** et **1.000 milliards** seront consacrés aux investissements et aménagements touristiques. Il permettra de financer **1.000 projets** par an et générer **30.000 emplois par an**. Les efforts seront mis sur la création d'incubateurs et maisons de l'entreprise dans tous les départements en

mettant à disposition des locaux, des équipements et des services pour les petites entreprises. Elles seront entièrement gérées par les jeunes. Les projets et entreprises seront sélectionnés dans le cadre de concours «**TALENTS D'AUJOURD'HUI**» par secteur (médical, agricole, élevage, pêche, artisanat, industriel, services, tourisme, culture, sport, loisirs etc... Ce fonds sera également destiné au développement des industries des TICs (montage, assemblage de produits informatiques) en encourageant l'émergence des petites entreprises spécialisées dans la fabrication de matériels informatiques, de logiciels des œuvres multimédia et de l'agro-business.

3. **L'Allocation de Sécurité Familiale et Educative (ASFE)** sera dotée d'un montant de **3.000 milliards francs guinéens** par an et pendant 5 ans. Les femmes au foyer défavorisées seront désormais considérées comme des **employées de maison et leurs travaux ménagers considérés comme un emploi domestique**. Elles sont environ **250.000** et recevront une allocation de **1.000.000 par mois et par famille**. Ce montant sera alloué aux mères de familles et aux jeunes mères défavorisées pour soutenir l'inscription et l'assiduité des enfants à l'école.
4. **Un Fond de Garantie pour l'Autonomisation des Femmes et Filles (FONGAFF)** de **1.000 milliards** pour les prêts bonifiés en faveur des femmes et jeunes filles et la bonification des taux pour tous les projets portés par les femmes, filles et groupements féminins.
5. **Un Fond de Sécurité Sanitaire des Femmes (FSSF)** en âge de procréation sera doté d'un montant de **200 milliards** de FG par an pour le Suivi systématique gratuit des femmes durant toute leur grossesse, y compris un certain nombre d'échographies obligatoires. Seront également concernés l'espacement des naissances, l'accouchement et la création d'unités médicales mobiles pour les zones excentrées.
6. **Un Fond de Bonification des Retraites** sera doté de **120 milliards** par an. Les cadres supérieurs recevront en plus du montant habituel de retraite un montant de **3.000.000 FG** par mois pour les cadres supérieurs et **2.000.000 FG** pour les cadres moyens applicable dès le 1er janvier 2021.
7. **Un fonds d'aide à l'acquisition de terrains viabilisés** pour les enseignants et le personnel de santé qui sera doté de **100 milliards** par an;
8. **Un fonds de 100 milliards par an** pour la préparation et l'accompagnement des candidats aux concours internationaux comme le CAMES;
9. **Une revalorisation du SMIG** qui passe de **440.000 fg** à **1.320.000 fg** dès le 1 janvier 2021. Coût annuel **1.200 milliards** de francs guinéens;
10. **Une revalorisation des bourses extérieures** des étudiants guinéens à **500 dollars** par mois pour la licence et **600** pour le master et le doctorat. Il s'y ajoute un montant de **500** de frais d'installation. Cette valorisation sera appliquée dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Coût environ **150 Milliards** par an.

## 2) Création d'un Fonds de Développement des Régions (FDR).

Le monde rural et agricole représente 65% de la population guinéenne, mais l'essentiel des activités de production est concentré en milieu urbain. Pourtant, la capitalisation de notre potentiel rural est fondamentale pour notre économie et pour un développement au service des populations. C'est pourquoi, nous mettons en place un **Fonds de Développement des régions (FDR), qui sera doté de 30% du budget national de la république, 6.300 milliards de francs guinéens par an pendant 5 ans.**

Le sous-emploi chronique dans les zones rurales reste la première cause de l'exode rural. Le manque de perspective est aggravé par l'inadaptation ou un manque d'investissements dans les infrastructures de base en milieu rural.

Le secteur primaire souffre de difficultés d'accès aux intrants de qualité, de l'absence d'ouvrages et d'infrastructures modernes de production, de stockage et de conservation.

Le sous-secteur agricole fait face à des difficultés liées à l'accès aux facteurs de production, au faible niveau de mise en valeur des aménagements, à la non disponibilité des semences de qualité, à l'inadéquation de la politique foncière, aux difficultés d'accès aux marchés et à la faible valorisation des produits exportés.

Le sous-secteur de l'élevage est confronté à un faible niveau de production des races locales, à l'insuffisance d'infrastructures physiques de base, aux conflits entre éleveurs et agriculteurs pour l'occupation des terres et à l'absence de circuits modernes de transformation et de commercialisation des produits animaux et de la pêche.

Les sous-préfectures et districts seront au cœur de notre stratégie économique et sociale, à travers le développement de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage, de l'agro-industrie, de l'aquaculture, la maîtrise de l'eau et la mise en place des infrastructures de base que sont l'énergie, la santé, le transport pour mettre fin au fossé entre les zones rurales et urbaines. Il faut y remédier par:

1. Un programme de financement des infrastructures et services sociaux de base dans nos préfectures, sous-préfectures, districts et villages par un investissement de **4.300 milliards** par an sur le **FDR**.
2. Un programme de sauvetage des catastrophes de Kaback, kakossa et alentours, un des greniers de la Guinée sera financé par le **FDR pour 1.000 milliards** par an pendant 5 ans;
3. Une restructuration des quartiers inondables et précaires dans les banlieues de Conakry financé par le **FDR pour 1.000 milliards** par an pendant 5 ans;
4. **Un programme de sauvetage des localités déstructurées par les mégas investissements** pour **10.000 milliards** de francs guinéens par an financés par les revenus miniers et industriels;
5. Une réforme du foncier rural pour permettre un financement de l'expansion de l'agriculture en faisant une différence entre le foncier industriel, touristique, rural, agricole et urbain. L'objectif étant de sécuriser les exploitations familiales afin qu'elles puissent accéder aux financements publics ou privés pour leur mécanisation, l'agrandissement des surfaces et la création de petites industries de transformation.

6. Un Programme d'installation de forages et puits dans les villages dans l'objectif de permettre l'accès à l'eau potable partout sur le territoire national ;
7. Programme de construction de magasins de stockage le long des principales pistes de production et des routes d'acheminement des produits de l'agriculture et de la pêche ;
8. Un développement des bassins de rétention pour l'amélioration de la qualité de l'eau.

### 3) Un Programme de Réforme de l'Éducation,

Une jeunesse reconsidérée et responsabilisée, c'est une jeunesse rassurée sur son avenir à travers une véritable politique de l'emploi et de l'éducation. C'est aussi une jeunesse épanouie à travers le sport, la culture, les loisirs, le partage des valeurs collectives et la connaissance de notre histoire. C'est pourquoi, poser les bases du développement, c'est aussi adapter et améliorer la qualité de l'enseignement.

Il n'est de développement sans amélioration de la qualité des formations et l'accroissement du niveau général des compétences. Certifier formellement la compétence des apprentis de l'informel et placer l'apprentissage au cœur de notre système éducatif afin d'arrimer les formations aux besoins de l'économie nationale seront les piliers de notre politique de formation.

Dans cette perspective, nous allons lancer un important programme de réforme de notre système éducatif qui bénéficiera désormais **de 15% du budget national, soit 3.150 milliards de francs guinéens**. Les Etats Généraux de l'éducation seront organisés dès 2021 avec des idées forces suivantes:

1. Former les formateurs compte tenu du vieillissement du corps enseignant;
2. Valoriser le salaire des enseignants;
3. Instaurer une aide à l'acquisition de terrains viabilisés en priorité aux enseignants et au corps médical. Ce dispositif sera également accessible aux citoyens sans revenu régulier via des groupements mobilisant une garantie par caution solidaire;
4. Valoriser la Formation technique et professionnelle reléguée au second plan et considérée comme une alternative à l'échec scolaire;
5. Formaliser l'apprentissage qui est laissé au secteur informel où nos jeunes arrivent certes à exprimer leur génie (dans la menuiserie, la mécanique, la maçonnerie, la couture, l'agriculture etc.) mais avec des moyens rudimentaires, sans reconnaissance formelle de leurs compétences et sans aucun soutien de l'Etat;
6. Promouvoir l'enseignement des sciences, de la recherche et l'innovation dès les premières années de scolarisation des enfants;
7. Intégrer les cursus de marketing, finances, management et de gestion des entreprises dans les universités publiques;
8. Réorganiser et adapter les études de médecine aux besoins du pays;
9. Remettre en état les services nationaux de recherche;
10. Réformer les contenus des programmes scolaires et universitaires ainsi que la professionnalisation des parcours scolaires à partir du collège;
11. Encadrer l'enseignement religieux avec un appui financier et la modernisation des contenus;

12. Créer un Lycée Sport/Etudes dans chaque région administrative accueillant les jeunes talents pour toutes les disciplines sportives ;
13. Créer dans chaque région, en Partenariat Public-Privé (PPP), des centres de formation technique et professionnelle spécialisés par priorité régionale de développement;
14. Formuler un programme de formation dual (atelier, études) permettant aux apprentis déjà présents dans le secteur informel de valider leurs compétences pratiques acquises et d'obtenir une qualification;
15. Créer des centres agro-business dans les communes et communautés rurales dont le rôle est de faciliter l'accès aux intrants et équipements agricoles et avicoles, de former les paysans, d'assurer la maintenance des matériels agricoles;
16. Créer dans chaque région, en Partenariat Public-Privé (PPP), d'une Université des métiers (Bac +3) avec des logements estudiantins;
17. Mettre en œuvre un programme d'Insertion et de prise en charge des Handicapés dans le système éducatif et dans le monde du travail, en particulier dans l'administration.

## **II MES ENGAGEMENTS POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE**

La nouvelle gouvernance va rassembler des femmes et des hommes de conviction et de talents dans un gouvernement resserré. Une équipe de guinéens au service de la Guinée qui va travailler à améliorer les conditions de vie des populations dans la transparence, en réduisant drastiquement le train de vie de l'Etat et en permettant à des acteurs non étatiques, le secteur privé et la société civile de jouer pleinement leur rôle d'acteurs de développement. Je m'engage pour :

1. Appliquer effective de l'obligation de déclaration du patrimoine des membres du gouvernement, des directeurs généraux des entreprises, des établissements publics et de toutes les régies financières de l'Etat ;
2. Réaliser d'un audit des comptes de l'Etat et des politiques publiques suivi d'un débat;
3. Réduire le train de vie de l'Etat par un resserrement du nombre de ministères à 24;
4. Réduire du tiers du budget de la Présidence de la République;
5. Réglementer les voyages officiels des membres du gouvernement et de l'administration;
6. Créer une Institution Autonome en charge de l'Audit du Contrôle des Comportements Economiques de l'Etat et la pertinence des choix de dépenses publiques;
7. Créer l'Observatoire de la Démocratie et des Droits Humains (l'O2DH) qui disposera à terme des prérogatives de la HAC, du Médiateur et de l'INIDH;
8. Renforcer l'indépendance et les compétences de la Cour des comptes quant aux comptes de la Présidence de la République et du Parlement.

## **III MES ENGAGEMENTS POUR LA PROMOTION DE LA DÉMOCRATIE ET L'ETAT DE DROIT**

La démocratie doit assurer au plus faible les mêmes opportunités, les mêmes droits qu'au plus fort. Notre pays est présenté comme un pays démocratique du fait de la tenue d'élections.

Pour autant, la démocratie ne se limite pas à ces seuls principes aussi importants soient-ils. Elle exige notamment la liberté des individus, la règle de la majorité, la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, l'indépendance de la Justice et surtout le respect de la Constitution.

Autant de principes qui ne sont jamais des acquis définitifs mais plutôt des quêtes collectives permanentes que chaque acte participe à renforcer. En somme, il faut veiller à ce que l'Etat de droit soit respecté et que la loi soit au-dessus de toutes et de tous.

1. Respecter et appliquer la constitution de 2010 et organiser sa révision dans les conditions prévues par la loi;
2. Mettre en place la Haute Cour de justice;
3. Libérer immédiatement les prisonniers des manifestations politiques;
4. Mettre à jour nos codes civil et pénal, nos procédures afin de garantir une justice rapide, diligente et équitable dans un délai raisonnable dans le but de construire un Etat de droit;
5. Doter la justice de moyens par une augmentation significative du budget d'investissement de la Justice pour qu'elle soit au service des populations;
6. Mettre en œuvre effectivement et progressivement la loi sur la Parité et son extension et adaptation dans le secteur privé;
7. Organiser le recensement général des populations par l'armée pour enfin avoir un fichier consensuel en Guinée;
8. Mettre en place une CENI technique;
9. Subventionner la société civile sur la base d'un partenariat avec l'Etat pour alerter sur l'exécution de l'action publique et le comportement économique de l'Etat à travers des rapports alternatifs sur le terrain;
10. Renforcer l'indépendance des médias privés et les appuyer pour permettre leur qualification et leur développement.

#### **IV MES ENGAGEMENTS POUR LA QUALIFICATION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Les principaux objectifs de la réforme de l'administration publique porteront sur l'amélioration de l'accueil des citoyens dans les services publics, la fiabilisation de l'Etat civil, du cadastre, le rapprochement de l'administration des citoyens et la qualité du service.

La ville de Conakry doit conserver son rôle de capitale politique et économique du pays, mais le développement de métropoles secondaires est un enjeu clé pour l'avenir du pays.

En effet, la pression foncière constatée dans la région de Conakry est susceptible de freiner son développement comparé aux autres capitales africaines. Il est ainsi indispensable de décongestionner Conakry et de la moderniser.

Nos communes sont ingérables parce que trop grandes et trop peuplées pour qu'il y ait une adéquation entre les préoccupations des populations et la gestion des services locaux.

Une telle vision nécessite de gros investissements et l'impératif de rééquilibrage des fonctions territoriales par une politique d'aménagement globale et intégrée, pensée en fonction des spécificités de chaque région mais avec une vision d'ensemble.

Cela passe par la mise en œuvre d'une démarche qualité dans tous les services clés de l'administration à travers:

1. La mise en œuvre du Programme de Développement Régional financé par le **FDR**;

2. Un important programme de renforcement des capacités de l'administration;
3. La déconcentration fonctionnelle de l'administration. Les grands ministères stratégiques auront leurs directions générales à Conakry mais toutes les directions sectorielles seront réparties progressivement dans les différentes préfectures et districts sur les 5 prochaines années;
4. La mise en concurrence des postes pour les grandes directions à régie financière;
5. La communalisation par la transformation des grandes communes rurales en communes urbaines et le redécoupage des grandes communes urbaines pour une meilleure gestion des populations et leur besoins;
6. La Rationalisation de la carte diplomatique;
7. La reprise de l'identification biométrique des fonctionnaires et agents du service public.

## V      **MES ENGAGEMENTS QUANT AUX FONDAMENTAUX ECONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT**

La nature et la qualité des infrastructures ont toujours déterminé les capacités économiques réelles d'une nation. Il s'agit des réseaux routiers et ferroviaires, de l'énergie, du transport, des systèmes d'irrigation et de maîtrise des eaux etc...

### A      **Mes engagements pour les infrastructures:**

1. La réalisation effective des projets routiers et programmes prévus dans le cadre du PNDS;
2. La mise en œuvre d'un programme d'indemnisation des déguerpis de Koloma et la construction du centre directionnel de Koloma qui sera doté d'un montant de **800 milliards de francs guinéens** par an sur 5 ans. Ce programme sera financé la première année par la réorientation des 800 Milliards dépensés par an en locations de bâtiments privés pour abriter les services de l'administration publique. Le programme sera pérenniser par le budget de l'Etat;
3. La mise en œuvre d'un programme de réhabilitation et/ou construction du patrimoine et du bâti public en PPP;
4. La construction d'une maison des arts, de la culture et du théâtre;
5. La construction de la maison de l'histoire de la femme guinéenne;
6. La décentralisation des services des travaux publics;
7. La mise en œuvre d'un programme de construction de logements sociaux en PPP.

### B      **Mes engagements pour l'énergie**

Face au défi de la demande d'électricité pour nos foyers et nos entreprises, aucun choix ne doit être fait de façon hâtive. Aucune ressource ni solution ne peut être écartée pour des raisons conjoncturelles ou idéologiques.

Notre politique énergétique se fondera sur le « **Mix énergétique** ». Une approche d'autant plus pertinente pour notre pays que la demande en électricité s'établit sur plusieurs niveaux, chacun correspondant à des marchés différents. Aussi, une solution durable de production d'énergie implique l'adaptabilité spatiale et temporelle aux spécificités des besoins et des ressources de notre pays. Pour cela, je m'engage à:

1. Auditer et Restructurer EDG ainsi que les immenses investissements énergétiques par des compétences nationales;
2. Libéraliser totalement le secteur de la production pour une fourniture en «Mix énergétique» (solaire, thermique, photovoltaïque, biomasse, hydraulique, géothermie, éolienne);
3. Formuler un programme national d'intégration du solaire photovoltaïque dans le bâti et les édifices publics.

### **C Mes engagements pour la santé et le bien-être**

Notre système de santé souffre d'un manque de personnel, d'infrastructures et d'équipements. L'offre est essentiellement concentrée sur Conakry et reste très insuffisante dans les régions périphériques ainsi que dans la banlieue. Les coûts de santé prohibitive pour une population pauvre et sans protection sociale plongent les familles condamnées à renoncer aux soins dans des situations de détresse et de souffrance.

Pourtant, la santé est la mère des richesses. Il n'est de développement sans amélioration significative du niveau général des indicateurs de santé d'une population. Assurer les bases du développement c'est donc en premier lieu agir sur les principaux leviers de la politique de santé pour renforcer la prévention, améliorer l'accès aux soins, aux médicaments et le suivi sanitaire, augmenter l'offre de soin sur l'ensemble du territoire. Je m'engage à :

- 1 Mettre en place un système de **Couverture Maladie Universelle** de Base et développer des Mutuelles Communautaires et socio-professionnelles pour renforcer notamment le taux de prise en charge médicale;
- 2 Construire **4 nouveaux hôpitaux** de niveau régional et un 2<sup>ème</sup> centre de santé équipé dans chaque commune ou communauté rurale pendant les 5 ans sur le Fonds de Développement Régional, **FDR**;
- 3 Créer un Office Nationale d'Acquisition, de Modernisation et de Maintenance des Equipements Sanitaires et Hospitaliers publics;
- 4 Adopter un Plan National d'Approvisionnement en médicaments de base;
- 5 Appuyer le développement d'une industrie pharmaceutique locale la production de médicaments génériques;
- 6 Mettre en place un Institut des plantes médicinales;
- 7 Recruter des médecins chômeurs et mettre en place un programme spécial de formation de spécialistes pour combler les besoins sur le territoire national;
- 8 Réformer le taux de valorisation des retraites et son mode de calcul par la Caisse National de Sécurité Sociale;
- 9 Renforcer les services d'urgence: antennes régionales, formation d'urgentistes;
- 10 Renforcer la surveillance épidémiologique accompagnée d'une communication adaptée.

### **D Mes engagements relatifs à l'économie nationale**

La bonne gestion n'est pas liée la non dépense mais à la bonne dépense. Notre économie nationale souffre de la mauvaise dépense, du détournement endémique des deniers publics, du

gaspillage des ressources financières et humaines et des lourdeurs administratives qui favorisent la corruption. Pour améliorer la gestion de nos ressources, je m'engage à :

1. Créer une banque du Trésor afin de l'autonomiser et l'affranchir des contraintes de la Banque Centrale et alléger les procédures de paiement. Il sera chargé de collecter l'ensemble des ressources de toutes les régies financières;
2. Bancariser tous les budgets sectoriels, avec une évaluation tous les six mois de leur exécution;
3. Mettre en place des outils de transparence dans la gestion des ressources minières, de télécommunication et des transactions financières;
4. Réviser le code des marchés publics pour y intégrer le principe de répartition des marchés financés par le budget national;
5. Rattacher le cadastre foncier à la Direction Nationale des Impôts pour une meilleure fiscalisation du foncier;
6. Systématiser l'établissement des contrats de performances avec les régies assortis de motivations;
7. Adapter la politique fiscale par la révision du code général des impôts tout en promouvant l'attractivité du pays;
8. Fiscaliser progressivement les transactions électroniques;
9. Digitaliser toutes les régies afin de dématérialiser les procédures;
10. Promouvoir un mécanisme d'appui pour une présence capitaliste minimale (25%) de privés nationaux dans les secteurs clés de l'économie nationale notamment les grandes industries minières, les cimenteries, l'énergie, les télécoms, les BTP...
11. Appliquer un taux de 5% de TVA pour les services touristiques et les entreprises créées par les jeunes en concertation avec les acteurs en vue d'une plus grande compétitivité et d'emplois nouveaux;
12. Réduire à 20% le taux d'impôt sur les PME/PMI et les entreprises créées par les jeunes pendant les 5 premières années afin de compenser la valorisation du SMIG;
13. Un plan de baisse des prix des denrées de premières nécessités par un audit de la structure des prix et la mise en place d'un système de péréquation afin de régulariser et surtout de plafonner ces prix;
14. Le respect scrupuleux de la flexibilité du prix du carburant dans la fixation du prix à la consommation;

## **E Mes engagements pour les télécommunications**

Pour ce qui concerne les Télécoms, TIC et Télé services, le rôle de l'Etat est crucial pour sécuriser les recettes générées par ce secteur afin qu'il y en est une traçabilité dans le budget national. Notre stratégie consistera à engager les citoyens à intégrer la culture des technologies de l'information décisive pour la création et l'innovation. Notre politique va susciter la démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies, à améliorer qualitativement l'infrastructure physique notamment dans les zones rurales, à encourager l'informatisation des écoles, des collèges, des lycées, des centres professionnels et des universités. Nous allons également stimuler l'investissement privé des jeunes dans ce secteur en mettant en place un cadre d'investissement attrayant, définir un cadre juridique de régulation permettant de protéger les entreprises et les

individus contre les fraudes. Nous allons enfin protéger l'image des femmes et filles ainsi que celle des enfants qui restent fragiles. Pour cela, nous allons:

- 1 Sécuriser les recettes de ce secteur en l'inscrivant dans le budget national;
- 2 Protéger nos enfants contre certaines catégories d'images compromettant notre culture et nos traditions;
- 3 Réaménager la surtaxe des appels internationaux tout en maintenant le contrôle des volumes des appels entrants;
- 4 Améliorer des infrastructures de télécommunications et de connectivité à l'Internet, notamment le renforcement de la coopération sous régionale pour les projets communs (satellites, fibres optiques);
- 5 Promouvoir la pénétration du haut débit et même du très haut débit ;

### **F Mes engagements pour le secteur minier**

En Guinée, le dossier minier est très complexe. Le sous-sol de notre pays la Guinée recèle des ressources minérales diverses réparties sur tout le territoire national. Chacune des 4 régions naturelles disposent d'indices et de minerai spécifique comme l'or et le diamant en Haute Guinée, la Bauxite en Basse Guinée et en Moyenne Guinée, le minerai de fer en Guinée forestière. Beaucoup d'autres ressources ont été identifiées au stade préliminaire comme le Cobalt, l'uranium, le Cuivre, les métaux rares, etc.

Mais la partie de nos mines qui est mise en exploitation depuis la période coloniale n'a pu profiter ni aux populations pour les tirer de la pauvreté et le dénuement, ni à l'Etat pour construire des routes, de logements décentes, des hôpitaux, des écoles et d'autres infrastructures assurant un développement économique et social du pays.

La Guinée vit aussi la malédiction des ressources.

IL y a eu d'importants projets réalisés qui suscitent l'espoir des jeunes, des femmes, des entrepreneurs et des communautés mais ces attentes sont déçues créant, autour des mines en activité et des projets en cours, des remous sociaux et des revendications de toutes sortes notamment la protection de l'environnement, l'accès à l'eau et l'électricité, les activités génératrices des revenus, le désenclavement des zones de production.

Nous croyons aux investissements étrangers car la Guinée a besoins de capitaux, de marchés, d'expertise étrangère. Notre objectif sera d'attirer ces capitaux dans le cadre des lois guinéennes des contrats miniers et conventions d'infrastructures rigoureusement négociés et appliqués. Pour cela, nous renforcerons les capacités des administrations concernées à travers la formation et l'encadrement pour une transparence effective afin de garantir l'utilisation judicieuse des taxes, des redevances et dividendes dues légitimement à la Guinée. Pour un développement minier responsable et durable, je m'engage à:

1. Instaurer une trêve des contrats miniers en Guinée;
2. Respecter les engagements de l'Etat au nom de la continuité de celui-ci;
3. Faire respecter et appliquer effectivement le conter local;

4. Corriger les insuffisances des contrats miniers avec la question centrale de l'environnement, la qualité de vie et les sources de revenu de nos populations;
5. Organiser et appuyer l'orpillage au profit des populations guinéennes et les protéger contre les risques de pollution;
6. Réfléchir à un concept Ecole/mine pour lutter contre la déscolarisation de nos enfants dans les zones minières.

## **VI MES ENGAGEMENTS POUR LA REFORME DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Le gros problème de notre administration demeure la corruption endémique de nos administrateurs à tous les niveaux.

Tous les efforts entrepris pour promouvoir la justice sociale, assurer les bases du développement et générer une productivité développante seraient vains sans une lutte résolue contre la corruption.

La corruption sape les fondements de la République, freine les transactions, décourage l'investissement et crée un état d'insécurité judiciaire incompatible avec un climat propice à la création de richesses. Gouverner efficacement c'est aussi rassembler toutes les bonnes volontés pour agir et doter l'Etat des instruments lui permettant d'éradiquer la corruption. Les principaux objectifs de la réforme de l'administration publique porteront sur l'amélioration de l'accueil des citoyens dans les services publics, la fiabilisation de l'Etat civil et du cadastre, le rapprochement de l'administration des citoyens et la qualité de service par:

- 1 La mise en œuvre d'une démarche qualité dans tous les services de l'administration visant une certification suivant des normes internationales de tous les services clés;
- 2 Le Renforcement de l'Inspection Générale de l'Etat (IGE) en l'érigeant en ministère d'Etat avec des pouvoirs élargis;
- 3 L'Instauration d'un partenariat entre l'IGE, la société civile et le secteur privé pour le suivi et l'exécution des lois, des programmes, des projets et du comportement économique de l'Etat sur le terrain;
- 4 Instauration dans notre arsenal juridique, du droit de saisine de la justice par la société civile de l'IGE et la Cour des Comptes en cas de carence du parquet;
- 5 Instauration de la notion de flagrant délit pour les détournements de biens publics.

## **VII MES ENGAGEMENTS POUR GARANTIR LA STABILITÉ, LA SÉCURITÉ ET L'INTÉGRATION AFRICAINE**

Notre jeune pays a passé la plupart de son histoire à évoluer dans un contexte régional fragile où les crises s'accumulent (Liberia, Sierra Leone, conflits Touaregs au Mali et Niger, crise ivoirienne, fin de règne difficile en Guinée, coups d'Etats etc.) et freinent le processus d'intégration et de développement de la sous-région.

La Guinée n'a pas été épargnée par des crises à répétition après avoir géré plusieurs flux de réfugiés en provenance de la sous-région. Nos troupes sont déployées hors de nos frontières pour des opérations de maintien de la paix. Nous devons faire de gros efforts pour la paix dans notre pays, la stabilité et la sécurité à ses frontières.

Pourtant, la paix apporte une immense énergie créatrice qui, si utilisée à bon escient dans les prochaines années, sera favorable au développement de notre pays et à nos projets d'intégration africaine. Les chantiers importants sortiront enfin de nos placards. Mis en route, ils permettront de renforcer la dynamique de croissance en apportant des solutions à nos crises énergétiques, à nos projets d'autosuffisance alimentaire et à notre volonté d'avancer vers le développement.

**Je suis une militante irréductible de la paix.** C'est pourquoi, je m'engage à :

1. Développer une diplomatie de voisinage par une concertation permanente, des sommets bilatéraux, les projets sous régionaux sur la base d'intérêts communs et d'une coopération renforcée au service de la paix et du développement main dans la main, avec nos frères et sœurs africains;
2. Renforcer nos relations avec nos partenaires bis et multilatéraux, en particulier avec la France;
3. Soutenir les positions communes africaines pour parler d'une seule voix et peser dans les problèmes du monde y comprise la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies;
4. Développer une politique étrangère ambitieuse, réaliste en adéquation avec nos valeurs, une bonne gouvernance et la stabilité de nos institutions;
5. Respecter les engagements internationaux de la république de Guinée.

#### **VIII MES ENGAGEMENTS POUR LA DEFENSE ET LE MAINTIEN DE LA PAIX**

Préparer un avenir régional fraternel, c'est aussi anticiper sur les potentiels facteurs de déstabilisation par une diplomatie de paix et de sécurité. La prolifération des réseaux de trafics de drogue et le développement de réseaux terroristes affaiblissent les structures sociales et celles de l'Etat de droit. Nos forces de sécurité doivent se préparer à faire face à ces nouvelles menaces en renforçant les partenariats internationaux. Elles doivent aussi devenir de véritables acteurs du développement économique et social par l'utilisation de leur savoir-faire (santé, génie, prévention). Je m'engage à :

1. Mettre en place d'un Conseil National de la Paix en Guinée;
2. Mise en place d'une Commission nationale pour l'écriture de l'histoire de la Guinée;
3. Moderniser les moyens d'action des forces de défense et de sécurité (FDS);
4. Réviser les conditions de recrutement au sein de nos Forces de Défense et de Sécurité pour un meilleur lien Armée/Nation;
5. Continuer la réhabilitation des écoles de formations militaires;
6. Renforcer la couverture sociale des FDS (santé, retraite) et le dispositif de protection sociale et de prise en charge des blessés et mutilés de guerre ainsi que leurs familles;
7. Améliorer les passerelles professionnelles entre la vie militaire et civile par un système d'équivalence qui valorise les connaissances professionnelles acquises par les FDS et offrir des débouchés civiles;
8. Faire des FDS un outil de développement (Santé, Génie);
9. Continuer le processus d'intégration africaine pour la sécurité et de maintien de la paix ;
10. Renforcer les partenariats techniques et logistiques internationaux;
11. Renforcer les capacités d'investigation et d'intervention des unités spécialisées dans la lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme;

12. Poursuite des efforts pour une police de proximité et la sécurisation des sites touristiques.

## **IX MES ENGAGEMENTS POUR LES AFFAIRES ETRANGERES ET LA DIPLOMATIE DE DEVELOPPEMENT**

Le 21ème siècle peut être celui de l’Afrique qui gagne si nous acceptons d’être solidaires pour réussir l’indispensable transformation de nos pays. Je mettrai toute mon énergie pour que la Guinée soit exemplaire, compte dans notre sous-région et dans le monde.

Notre développement économique passe également par la mise au point de nouveaux partenariats innovants et adaptés à nos intérêts nationaux avec nos différents amis notamment la France, l’UE, USA, pays émergents. Je m’engage à :

1. Réorganiser et rationaliser notre outil diplomatique en recentrant les activités de nos diplomates sur le développement économique pour une diplomatie de développement.
2. Poursuivre la réalisation des grands projets régionaux (Energie, Routes, Chemins de fer) ;
3. Rationnaliser la carte diplomatique en redéployant et en renforçant notre personnel diplomatique en Afrique et particulièrement dans les pays limitrophes afin de consolider des partenariats stratégiques ;
4. Mettre en place un Conseil des Affaires étrangères qui aide le chef de l'Etat à mieux définir et à évaluer la politique étrangère ;
5. Soutenir la position commune africaine pour que le continent africain obtienne deux sièges permanents au Conseil de Sécurité de l’ONU ;
6. Promouvoir la destination Guinée par nos bureaux internationaux et nos ambassades suivi d’une évaluation annuelle ;
7. Faire des propositions innovantes à l’OMC avec l’ensemble des pays africains afin d’obtenir des règles commerciales communes et adaptées, plus équitables pour protéger nos secteurs stratégiques (agriculture, pêche, industries de transformation).

## **X MES ENGAGEMENTS POUR UNE POLITIQUE DE LA DIASPORA**

Le développement de nos pays passe aussi et principalement par une politique de mise en valeur de la Diaspora. Nous devons donner les moyens à nos expatriés de s’impliquer dans notre projet de développement. Bien formée, expérimentée, riche de sa diversité, la diaspora dispose d’immenses atouts qui sont essentiels pour le développement de notre pays. Elle n’a pas toujours eu ni l’accueil, ni la place qu’elle mérite chez nous. Désormais, il convient de faire en sorte qu’elle construise avec L’Etat de nouvelles dynamiques du « travailler ensemble » pour le rayonnement de notre pays à l’international et pour l’utilisation des compétences acquises par nos expatriés dans tous les secteurs de développement. Je m’engage à :

1. Proposer une représentation des Guinéens de l’extérieur à l’Assemblée Nationale ;
2. Créer la Maison des guinéens de l’extérieur, espace d’accueil, de rencontre, d’orientation et de regroupement de la communauté guinéenne;
3. Elaborer une politique de la diaspora permettant un meilleur appui, une meilleure mobilisation et articulation des compétences et ressources de la diaspora dans les différents domaines des politiques publiques (éducation, santé, agriculture, sciences et développement rural, etc.);

4. Négocier de nouveaux partenariats internationaux autour de la migration des guinéens avec les pays du Nord, mais aussi en direction des pays émergents.
5. Conduire une concertation avec les pays voisins sur les négociations migratoires avec l'Europe;
6. Mettre en place des mécanismes facilitant les investissements des guinéens de l'extérieur en Guinée, dans des secteurs porteurs comme l'habitat, l'agriculture, la micro-finance, la culture et le sport. Le dispositif sera renforcé par un fonds d'Appui à l'Investissement des Guinéens de l'Extérieur et par leur effort de capitalisation.

### **Chères concitoyennes, chers concitoyens,**

J'accepte d'être la candidate du Parti de l'Action Citoyenne par la Travail pour les élections présidentielles de 2020. Mon engagement est total, derrière personne, pour le compte de personne mais pour les guinéens, l'ensemble des guinéens que je m'engage à ressembler sans distinction politique, ethnique, religieuse et sociale.

Aujourd'hui, nous sommes désespérés. Nous avons peur du lendemain. Il nous arrive même de ne pas être fier d'être guinéen.

Mais notre lendemain ne se construira pas seul. Ce sont les hommes, les femmes et les jeunes qui le construiront à force de travail, d'entente et de patriotisme en se donnant la main au-delà de nos différences et surtout au-delà du militantisme révolu car source de conflits, de déchirement, de haine, de destruction de l'avenir de notre patrie, notre vivre ensemble si cher à nos parents et grands-parents.

Le P.A.C.T vous propose un Parti citoyen, le parti de l'Action Citoyenne par le Travail. Un Parti qui n'est ni pensé, ni conçu, ni structuré sur la base du militantisme mais sur la base de la citoyenneté.

Le PACT n'a ni Comité de Base, ni Section, ni Fédération, il a des équipes PACT Carré, des Equipes PACT secteur, des Equipes PACT Quartier, des Equipes PACT Communales et communautaires etc... Avec juste un chef d'équipe et deux adjoints. Ce concept politique est nouveau et nous permettra de ressouder les morceaux, nos morceaux, notre unité, notre vivre ensemble. C'est de cela que notre pays a besoin désormais et non d'un militantisme qui a fait tant de mal à notre pays. Je vous demande de vous y engager avec nous pour construire notre avenir commun.

Rien ne vaut l'engagement de toute une population. Rien ne vaut la mobilisation de tout un pays pour changer son destin. Rien ne peut arrêter la détermination des hommes, des femmes et des jeunes que vous êtes pour changer le cours de l'histoire, de votre histoire, de notre histoire pour vivre mieux en paix dans notre pays.

**Je vous invite à construire avec le PACT, une nouvelle présidence pour la paix en Guinée, une présidence pour rassembler tous les guinéens, une présidence d'une nouvelle vision pour la Guinée, une présidence pour une nouvelle image de la Guinée, une présidence pour un Gouvernement d'Intégration Nationale resserré de 24 membres avec toutes les compétences dont regorge notre pays pour une Guinée forte, ambitieuse et sans chasse aux sorcières.**

Je vous invite à vous engager pour ne pas rater le rendez-vous de ce grand moment de notre histoire pour montrer le chemin de l'honneur, de la paix, de la prospérité partagée. Je vous invite à être déterminés, je vous invite à gagner avec moi le pari de **l'ALTERNANCE HISTORIQUE EN GUINEE le 18 octobre 2020.**

**VIVE LE PARTI DE L'ACTION CITOYENNE PAR LE TRAVAIL**

**VIVE LA PAIX**

**VIVE LA REPUBLIQUE DE GUINEE**